

Art. 150. — Les modalités d'application de la présente loi sont déterminées par décret.

Art. 151. — Sont abrogées toutes les dispositions antérieures contraires à la présente loi, notamment la loi n° 65-425 du 20 décembre 1965 portant Code forestier telle que modifiée par la loi n° 66-37 du 7 mars 1966 portant loi de Finances pour la gestion 1966, annexe fiscale, article 14.

Art. 152. — La présente loi sera publiée au *Journal officiel* de la République de Côte d'Ivoire et exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Abidjan, le 14 juillet 2014.

Alassane OUATTARA.

2015

LOI n° 2015-133 du 9 mars 2015 modifiant et complétant la loi n° 60-366 du 14 novembre 1960 portant institution d'un Code de Procédure pénale.

L'ASSEMBLEE NATIONALE a adopté,

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE promulgue la loi dont la teneur suit :

Article 1. — L'article 7 de la loi n° 60-366 du 14 novembre 1960 portant institution d'un Code de Procédure pénale est modifié et complété ainsi qu'il suit :

Article 7 nouveau. — En matière de crime, l'action publique se prescrit par dix années révolues à compter du jour où le crime a été commis si, dans cet intervalle, il n'a été fait aucun acte de poursuite ou d'instruction.

S'il en a été effectué dans cet intervalle, elle ne se prescrit qu'après dix années révolues à compter du dernier acte. Il en est ainsi même à l'égard des personnes qui ne seraient pas impliquées dans cet acte de poursuite ou d'instruction.

Toutefois, en matière de crime de génocide, de crimes contre l'humanité et de crime de guerre, l'action publique est imprescriptible.

En matière de délit, la prescription de l'action publique est de trois années révolues ; elle s'accomplit selon les distinctions spécifiées aux alinéas premier et 2 ci-dessus.

En matière de contravention, la prescription de l'action publique est d'une année révolue ; elle s'accomplit selon les distinctions spécifiées aux alinéas premier et 2 ci-dessus.

Art. 2. — La présente loi sera publiée au *Journal officiel* de la République de Côte d'Ivoire et exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Abidjan, le 9 mars 2015.

Alassane OUATTARA.

LOI n° 2015-134 du 9 mars 2015 modifiant et complétant la loi n° 81-640 du 31 juillet 1981 instituant le Code pénal.

L'ASSEMBLEE NATIONALE a adopté,

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE promulgue la loi dont la teneur suit :

Article 1. — L'article 3 du Code pénal est modifié comme suit :

Article 3 nouveau

L'infraction est qualifiée :

1° crime : si elle est passible d'une peine privative de liberté perpétuelle ou supérieure à 10 ans ;

2° contravention : si elle est passible d'une peine privative de liberté inférieure ou égale à 2 mois et d'une peine d'amende inférieure ou égale à 360.000 francs ou de l'une de ces deux peines seulement ;

3° délit : si elle est passible d'une peine privative de liberté ou d'une peine d'amende autre que les précédentes.

Art. 2. — L'article 9 du Code pénal est modifié comme suit :

Article 9 nouveau

Les peines principales se répartissent en peines criminelles, correctionnelles et contraventionnelles :

— sont criminelles, toutes les peines privatives de liberté égales ou supérieures à 5 ans prononcées pour fait qualifié crime ;

— sont contraventionnelles, les peines prononcées pour fait qualifié contravention ;

— sont correctionnelles toutes les autres peines prononcées.

Art. 3. — L'article 34 du Code pénal est modifié comme suit :

Article 34 nouveau

Les peines principales sont :

1° les peines privatives de liberté, soit perpétuelles soit jusqu'à 20 ans ;

2° l'amende.

Art. 4. — L'article 38 du Code pénal est abrogé.

Art. 5. — L'article 39 du Code pénal est abrogé.

Art. 6. — L'article 40 du Code pénal est abrogé.

Art. 7. — L'article 41 du Code pénal est abrogé.

Art. 8. — L'article 42 du Code pénal est abrogé.

Art. 9. — L'article 72 du Code pénal est modifié comme suit :

Article 72 nouveau

En cas de condamnation pour faits qualifiés crime, la destitution est obligatoire si la peine prononcée est une peine privative de liberté supérieure à 5 ans et facultative si la peine prononcée est inférieure ou égale à 5 ans.

Art. 10. — L'article 114 du Code pénal est modifié comme suit :

Article 114 nouveau

Lorsqu'un fait d'excuse atténuante est établi, les peines principales encourues sont réduites ainsi qu'il suit :

1° la peine privative de liberté perpétuelle est remplacée par une peine privative de liberté d'un à dix ans ;

2° la peine privative de liberté temporaire et criminelle est remplacée par une peine privative de liberté de six mois à cinq ans ;

3° la peine privative de liberté correctionnelle est remplacée par une peine privative de liberté de dix jours à six mois.

Art. 11. — L'article 118 du Code pénal est modifié comme suit :

Article 118 nouveau

Lorsque le bénéfice des circonstances atténuantes est accordé, la peine principale est réduite ainsi qu'il suit :